

CA1
EA920
C15
#26/Jan.'84
DOCS

Mission of Canada to
European Communities

Mission du Canada auprès
des Communautés européennes



January 30, 1984

Le 30 janvier 1984

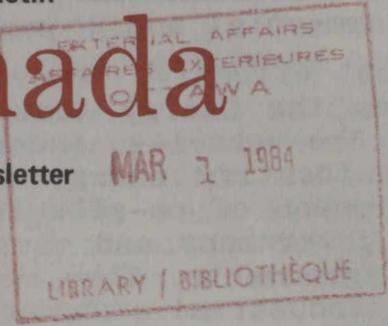


bulletin

Canada

newsletter

MAR 1 1984



N°26

Page

The Canada-EC fisheries agreement is amended	1
The Canada-EC energy bus programme: an update	2
Une politique industrielle pour une fédération - le défi de la coopération	3
German-Canadian cooperation in the aerospace industry	5
Le multiculturalisme: les Grecs au Canada	5
<u>EN BREF</u> : Canada requests GATT consultations on newsprint	6
The Canadian Council for European Affairs award	7
Les équipements ménagers de 1961 à nos jours	7
Europeans see Canada as a free society	7
La femme canadienne se met aux études	8
Les feux d'hiver	8
A new wood coating formula	8

THE CANADA-EC FISHERIES AGREEMENT IS AMENDED

The Canada-EC Long Term Agreement on Fisheries was amended on 1 January 1984 by an exchange of letters between Ambassador Jacques Gignac of the Canadian Mission to the EC on the one hand, and Director-General Eamonn Gallagher of the Commission and French Permanent Representative Jacques Leprette for the Council on the other. The Agreement, originally signed in 1981 and running until 1987, forms a key element of the Canada/EC bilateral relationship. It sets out terms and conditions for the import of Canadian fish products into the Community and for the access by Community fishermen to Canadian waters. The recent amendments are intended to bring clarification to these terms and conditions.

THE CANADA-EC ENERGY BUS PROGRAMME: AN UPDATE

In mid-December 1983, a 6-man team of experts from the European Community travelled to Canada to exchange information on the Energy Bus programme. This programme began in December 1979 with the signing of an agreement under the auspices of the Canada-EC Framework Agreement for Commercial and Economic Cooperation.

One of the most effective innovations in Canada's efforts to save energy, has been the Energy Audit Vehicle, more commonly known as the Energy Bus. The vehicles, endorsed and widely accepted by industry, help to identify energy conservation opportunities at the plant level by means of on-site energy audits. The buses are owned by the federal government and operated by the provinces under federal-provincial agreements. They perform preliminary energy analyses and audits at industrial, commercial and institutional locations where such service is requested. By means of a computer installed on the bus, an analysis of plant energy use and the potential for energy savings is made. The service is provided free of charge.

The Energy Bus programme generated a great deal of interest in the European Community and, following a series of demonstrations in all of the then nine member countries, Canada and the Community agreed to share technical information, computer software and expertise and to set up an international statistical data base.

During the recent visit to Canada, the participants from both the EC and Canadian Energy Bus programmes agreed to exchange information on the results of audit visits to plants in order to help build the data bases being established by both parties. The confidentiality of this commercially sensitive data will be guaranteed by the authorities and guarded by the two data base managers. For the first time, both Canadians and Europeans will be able to derive benefit in future Energy Bus audits by reference to the large amount of data which is now available.

Both sides agreed that the programme provided an excellent opportunity to assist small and medium-sized enterprises as well as larger firms and municipalities. It also has the potential to evolve in new directions, for example as a means of promoting specific energy policies such as oil substitution.



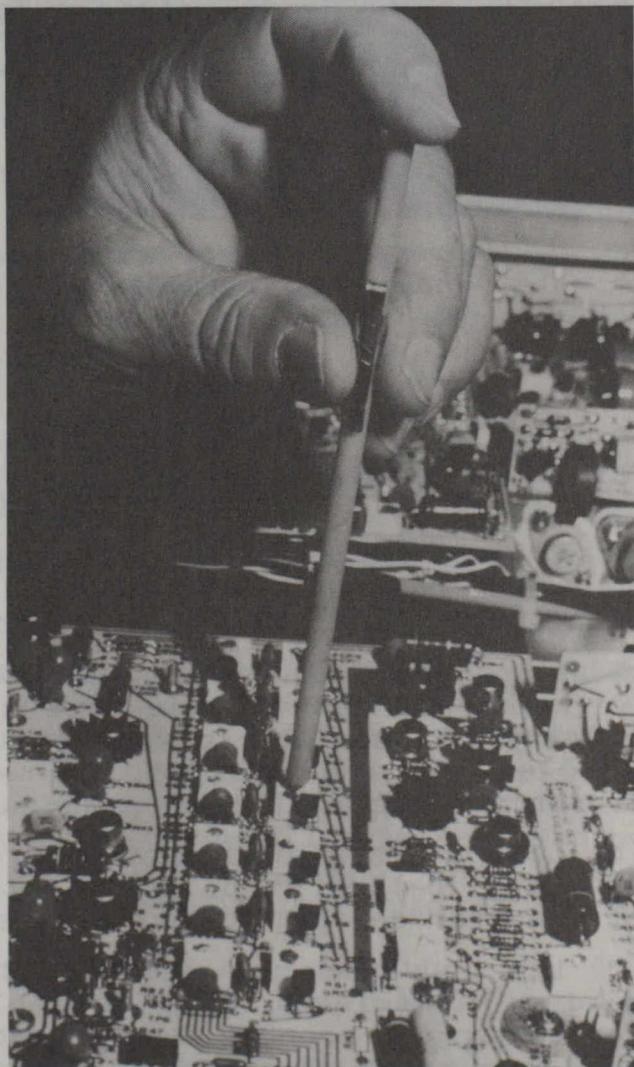
Canada's Energy Bus - helping to conserve energy in Canada and throughout the European Community.

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR UNE FEDERATION - LE DEFI DE LA COOPERATION

Les difficultés éprouvées à formuler une politique industrielle n'appartiennent pas exclusivement au Canada. Elles se posent dans toutes les économies industrialisées, démocratiques et qui sont composées de diverses régions inégales; ainsi la Communauté européenne connaît des problèmes similaires à ceux mentionnés ci-dessous.

Les problèmes de politique industrielle que le Canada doit résoudre proviennent surtout d'un développement économique manquant d'uniformité. Les Pères de la Confédération se sont efforcés de créer une économie nationale intégrée, mais ils ont, par le fait même, entériné la spécialisation économique des diverses régions avec leurs divers intérêts. Le Québec et l'Ontario méridional ont gardé leur rôle de fabricants de produits ouvrés, alors que les provinces de l'Ouest et de l'Atlantique se sont consacrées à l'extraction et à l'exportation des matières premières et des demi-produits. Néanmoins, au cours des années 1960, la situation commençait à changer, au point d'encourager les provinces à s'occuper davantage du développement de leur économie. L'expansion des services sociaux et de l'enseignement, domaines de juridiction provinciale, au cours de la période d'après-guerre conférait aux administrations provinciales de plus grands pouvoirs de dépenser et d'élaborer des mesures générales, leur donnant plus d'importance aux yeux du public. De plus, l'attention croissante accordée aux problèmes de redistribution du revenu au cours des années 1960 avait aussi sensibilisé le public aux problèmes du développement régional et, en même temps, aux disparités et aux antagonismes intrinsèques de l'économie canadienne. Ainsi, dès les années 1970, les gouvernements provinciaux étaient-ils prêts à s'intéresser de plus près aux questions industrielles, d'autant que les différentes provinces faisaient face à des difficultés particulières. En fait, la diversité croissante des problèmes économiques qu'affrontaient les diverses régions rendaient plus difficile l'élaboration par le gouvernement fédéral d'une politique industrielle nationale à la fois cohérente et vigoureuse.

Le Conseil des Sciences du Canada, constitué pour donner des avis au Ministre d'Etat canadien pour les Sciences et la Technologie, vient de publier une étude de documentation indépendante, intitulée "Le défi de la coopération; la politique industrielle dans la Fédération canadienne", qui examine le développement de politiques industrielles provinciales et les problèmes de coordination que celles-ci présentent au



Le circuit micro-électronique - un élément clé de toute politique industrielle pour le Canada



Le développement des ressources et les industries secondaires, telles la pétrochimie, continueront à jouer un rôle primordial dans certaines provinces

gouvernement fédéral.

En principe, les stratégies industrielles des diverses provinces devraient avoir en commun des aspects importants. A des degrés divers, elles s'efforcent d'accroître la spécialisation de l'industrie, que ce soit celle de matières premières ou celle de fabrication. De plus, les autorités provinciales utilisent surtout des mesures micro-économiques de soutien à certaines branches industrielles, et même à des entreprises particulières. Mais des similarités superficielles ne doivent pas masquer les incompatibilités qui se manifestent dans tout effort de planification nationale. Toute modification de la politique industrielle et commerciale du gouvernement fédéral pourrait être considérée un jeu à somme nulle, où une région bénéficie aux dépens d'une autre. Même les efforts d'encouragement à l'intégration nationale de l'économie, par exemple par le renforcement du marché commun canadien, apparaissent souvent comme désavantageux aux provinces qui n'en ont pas tiré avantage dans le passé. Pour combler ces lacunes, qui sont parfois très profondes, les Canadiens doivent se fier au vaste réseau de coopération intergouvernementale.

L'auteur de l'étude, Michael Jenkin, conclut en présentant les six recommandations suivantes pour assurer l'orientation du secteur industriel qu'il considère essentiel pour le Canada.

(a) On devrait considérer la préférence des autorités provinciales pour une politique industrielle musclée comme un atout crucial du changement dans l'industrie canadienne.

(b) On devrait largement modifier la ligne de force générale de la politique industrielle fédérale. Tout comme font les partenaires commerciaux de notre pays, il lui faudrait prendre des mesures sur le plan micro-économique, afin de favoriser l'adaptation tant des branches industrielles que des entreprises individuelles.

(c) Le gouvernement fédéral devrait améliorer largement ses rouages de planification et de coordination afin de pouvoir mettre au point et exécuter des politiques cohérentes.

(d) Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient prendre des mesures immédiates afin d'établir un mécanisme de coordination. Ceci pourrait prendre la forme d'un Conseil canadien des ministres de l'Industrie et de la Technologie, avec le soutien d'un secrétariat permanent.

(e) Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient collaborer d'abord en matière de politique des marchés publics et de la

recherche et du développement, domaines qui constituent des piliers de la politique industrielle, recherchée par les provinces.

(f) Le gouvernement fédéral devrait assurer sa collaboration avec les provinces sous la forme d'initiatives bilatérales.

Il s'agirait d'élaborer une politique de développement industriel bien adaptée aux besoins de certaines régions du pays, et compatible avec les objectifs nationaux, par exemple en matière de technologie d'extraction des combustibles fossiles en Alberta ou de construction maritime et de technologie océanique en Nouvelle-Ecosse.

L'étude du Conseil des Sciences du Canada s'ajoute au débat, tant public qu'entre et à l'intérieur des gouvernements, sur l'impératif et la nature d'une politique industrielle nationale.

GERMAN-CANADIAN COOPERATION IN THE AEROSPACE INDUSTRY

A major development in Canada's aerospace industry has been the recent signing of a memorandum of understanding between the Canadian Government and the German firm Messerschmitt-Bolkow Blohm (MBB) for the investment of \$72,6 million towards the production in Canada of light twin-engine helicopters. MBB, the largest aerospace firm in the Federal Republic of Germany, will establish a new development and manufacturing facility at Fort Erie, Ontario, in joint venture with the Canadian firm Fleet Industries. Over 20 years, the project is expected to generate sales of approximately \$1.300 million and to create some 760 permanent jobs. The MBB project complements earlier agreements with Bell Helicopter Textron Incorporated and Pratt and Whitney Canada for the development and manufacture of the new STEP helicopter engines. The three investments together represent the Government's commitment to maintain a world-class aerospace industry in Canada.

Work on production of an improved light twin-engine helicopter will start early this year. The helicopter in question is a high performance aircraft which has a competitive advantage in certain regional and specialized applications. At the same time, research and development work will begin on major component improvements, not only for this model but also for models currently being produced in Germany. MBB will use the Canadian designed and built Pratt and Whitney STEP engine in its next generation of Canadian-manufactured helicopters, and it proposes to incorporate Pratt and Whitney's PT6 engine in a new international programme being undertaken from its headquarters in Germany.

Messerschmitt-Bolkow Blohm's joint venture arrangement with Fleet Industries is the first manufacturing initiative it has undertaken in North or South America. MBB has longstanding experience in international cooperation programmes, with successful helicopter ventures in Spain, Japan, Indonesia, and the Philippines. The new project may be the beginning of a long relationship with Canadian industry. The company intends to explore similar cooperative arrangements with Canadian firms in such fields as avionics, defence and transportation systems, and space, marine and composite material technology.

LE MULTICULTURALISME: LES GRECS AU CANADA

L'immigration grecque au Canada commença à devenir importante peu avant la Première Guerre mondiale. En 1911, 3.650 immigrants grecs étaient établis au Canada, pour la plupart à Montréal, Toronto, Québec et Halifax. Interrompue durant les années 1941 à 1945,

cette immigration reprit de plus belle après la guerre et le Canada vit arriver des Grecs en grand nombre, en provenance non seulement de la Grèce, mais aussi d'Égypte, de Turquie, de Chypre, de Roumanie et de divers autres pays. Parmi tous ces immigrants, il y a aujourd'hui environ 170.000 Canadiens qui s'identifient toujours comme d'origine grecque, dont 70.000 à Toronto et 55.000 à Montréal.

Un groupe d'immigrants grecs, dont les membres possédaient une formation plus poussée ou qui étaient issus de la bourgeoisie urbaine, sont devenus membres des professions libérales, savants, artistes ou armateurs et se sont rapidement intégrés à la société canadienne.

D'autres, principalement de souche rurale venus au Canada après la Seconde Guerre mondiale, se sont lancés dans les affaires. Bien que n'ayant souvent reçu qu'une instruction ou une formation professionnelle assez sommaire, ils ont réussi dans les affaires et forment un élément particulièrement dynamique dans la communauté. Ces Canadiens jouent un rôle actif dans la restauration, le commerce des fourrures, le commerce en gros et en détail des fruits et de l'épicerie, la blanchisserie, l'immobilier et les spectacles. Les commerces grecs, surtout les petites boutiques, remplissent souvent une fonction sociale importante, car ils prennent la relève du café (café) du village où les gens se rencontraient pour discuter des affaires communautaires.

Quant aux ouvriers grecs qui ont immigré au Canada après la Seconde Guerre mondiale, ils constituent la majorité de la population grecque-canadienne et travaillent surtout dans l'hôtellerie et la restauration, dans le secteur de l'entretien, dans l'industrie du vêtement, dans les établissements hospitaliers et dans l'industrie lourde.

Malgré ces différences, les trois souches ont un bagage socio-culturel commun qui constitue un groupe bien distinct. Ils continuent à parler leur langue commune, en plus d'une ou des deux langues officielles du Canada. Ils essaient de conserver et de transmettre leur héritage commun, et ils sont membres de l'Église orthodoxe grecque. Pour beaucoup de Canadiens-grecs, l'église sert de centre de leur vie sociale et culturelle. La plupart des communautés canadiennes-grecques ont construit leur propre église orthodoxe ou utilisent un édifice acheté ou loué à cet effet. Dans les principaux centres urbains, les Canadiens-grecs se sont organisés en associations paroissiales avec lettres patentes provinciales et dotées d'un conseil élu. Elles sont sous la direction spirituelle de l'évêque métropolitain du Canada.

De nombreux journaux en langue grecque jouent un rôle important dans le processus d'adaptation des nouveaux immigrants à la vie canadienne. Ces publications comprennent le Hellenikon Vema, un journal fondé en 1958 à Toronto, un hebdomadaire également à Toronto et deux mensuels publiés à Montréal. Il y a aussi trois publications canadiennes-grecques rédigées en langue anglaise. Ces publications jouent le double rôle de cimenter et soutenir la communauté canadienne-grecque et de faciliter l'adaptation de nouveaux immigrants de cette communauté à la vie canadienne.

EN BREF

CANADA REQUESTS GATT CONSULTATIONS ON NEWSPRINT

On December 22, 1983, the Canadian Government requested consultations with the EC under the GATT concerning Canada's duty-free

newsprint exports to the Community. This request followed the decision taken by the EC on December 19 to open a provisional duty-free quota for newsprint of only 500,000 MT for 1984. In the Canadian view, this unilateral action is contrary to the Community's obligation to maintain an annual duty-free quota of 1.5 million MT open to all MFN suppliers. A reduction in the duty-free quota could have serious effects upon Canadian newsprint mills and the many small communities which depend on them. Newsprint is the largest Canadian export to the UK and the third largest to the Community as a whole. In only the first ten months of 1983, Canadian newsprint exports to the EC amounted to almost 600,000 MT, worth close to \$320 million. It is expected that demand for Canadian newsprint will continue to increase as economic recovery proceeds in Europe. Consultations are expected to take place soon, and in the meantime informal discussions are continuing at both official and political levels.

THE CANADIAN COUNCIL FOR EUROPEAN AFFAIRS AWARD

The Canadian Council for European Affairs has awarded its annual European Prize to Mrs. Vera Reusens of Ottawa in recognition of her Master's thesis "An Examination of the Relationship between European Political Cooperation and the European Community on the Question of Economic Sanctions". The Canadian Council for European Affairs is an organization grouping people from government, business and academic milieux for the purpose of promoting better understanding of the process of European integration and specifically EC/Canada links. Founded in 1979 and supported by universities and public and private sectors, the Council's activities include conferences, round tables, and publication of a quarterly revue, the Journal of European Integration.

LES EQUIPEMENTS MENAGERS DE 1961 A NOS JOURS

Statistique Canada vient d'offrir un aperçu sur l'évolution de l'équipement ménager au Canada à travers les trois recensements de 1961, 1971 et 1981. Par exemple, la plupart des logements étaient équipés d'une machine à laver en 1961, mais seulement 10% en avaient une automatique. Les autres se contentaient d'une bonne vieille essoreuse manuelle. De nos jours, les deux tiers des foyers canadiens disposent d'une machine à laver automatique. Même les 25% qui ne possèdent aucune machine à laver ne se tuent pas à faire leur lessive sur une planche de bois. Ils vont à la laverie automatique du voisinage. Viennent ensuite les appareils qui existaient déjà en 1961 mais dont nous possédons maintenant plusieurs modèles. Les Canadiens ont aimé la radio dès son invention. En 1961, presque tous les ménages possédaient un poste de radio, et près du tiers en avait au moins deux. Depuis l'avènement du transistor, près de 20% des foyers canadiens ont au moins quatre postes de radio. Puis, il y a tous ces appareils ménagers qui n'existaient pas en 1961 ou qui étaient considérés comme des articles de luxe. Par exemple, Statistique Canada n'a dénombré aucun climatiseur à l'époque, tandis que de nos jours, près de 20% de la population en possède un. Environ un tiers des Canadiens disposent d'un lave-vaisselle. Plus de la moitié conservent des aliments dans les congélateurs. En cette période d'inflation et de chômage, on peut bien se plaindre, mais ces statistiques révèlent un aspect du "bon vieux temps" trop vite oublié.

EUROPEANS SEE CANADA AS A FREE SOCIETY

In a recent poll conducted by the Gallup organization in the UK, Germany and Switzerland, Canada topped the list of countries which people thought enjoyed a "great deal of freedom". The poll was

conducted in the context of George Orwell's famous warning about totalitarianism and asked people to name countries which they consider have free and open societies. Of those polled in Britain, 76% named Canada and 73% named Britain and the USA. 83% of the Swiss polled also put Canada in that category. In Germany, 75% perceived a great deal of freedom in Canada, second only to the 85% who selected the USA.

LA FEMME CANADIENNE SE MET AUX ETUDES

Par le passé, les effectifs des établissements d'enseignement post-secondaire du Canada se composaient d'hommes et de femmes âgés de 18 à 24 ans. Mais depuis quelques années, la population étudiante compte de plus en plus d'adultes, dont la plupart sont des femmes. Le recensement de 1981 démontre que le nombre de femmes de plus de 25 ans qui sont retournées à l'école à plein temps a augmenté de 70%, soit le double du taux comparable chez les hommes. Le nombre de femmes retournées aux études à temps partiel s'est accru de 150%, soit près de trois fois plus que le nombre d'hommes. En 1981, pour la première fois dans l'histoire du Canada, un nombre plus élevé de femmes que d'hommes a obtenu un diplôme de premier cycle.

LES FEUX D'HIVER

A cette époque de l'année, au Canada, la neige continue à s'accumuler et "nous nous mettons au chaud". Parfois, pendant l'hiver, les températures descendent jusqu'à moins 40°C. Jusqu'à récemment, la plupart des Canadiens se chauffaient principalement au mazout. Depuis une dizaine d'années, toutefois, de plus en plus de Canadiens découvrent les vertus du gaz naturel et de l'électricité. Actuellement, le gaz réchauffe 3,2 millions de foyers canadiens; il a donc déjà dépassé le mazout qui n'est plus utilisé que dans 3 millions de maisons. De plus, entre 1971 et 1981, le nombre de maisons chauffées à l'électricité a augmenté de 350.000 à plus de 2 millions. Dans les provinces de l'Atlantique, le mazout demeure le combustible le plus populaire; au Québec c'est l'électricité alors qu'en Ontario et dans l'Ouest on emploie surtout le gaz naturel.

A NEW WOOD COATING FORMULA

The many Canadian homes with wood exteriors need recoating about every four years to protect the surface from weathering. The National Research Council of Canada has now developed a new coating which will make this necessary just half as often. It is flexible, strong, does not absorb water and is opaque to ultra-violet light. The NRC is now negotiating with two of the largest Canadian paint manufacturers for licensing rights to the longer-lasting finish.

